

Les principaux événements au Mali depuis mars

Rappel des événements depuis le coup d'Etat qui a renversé le 22 mars le président Amadou Toumani Touré (ATT) et amené une junte au pouvoir au Mali, dont le Nord est aux mains des rebelles touareg et de groupes armés islamistes au terme d'une avancée de trois jours.

-MARS 2012--

- 22: Des militaires annoncent avoir renversé le régime, l'accusant d'incompétence dans la lutte contre la rébellion touareg et les groupes islamistes dans le Nord. Ils déclarent, au nom d'un Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE), dirigé par le capitaine Amadou Sanogo, avoir dissous les institutions et suspendu la Constitution.
- 23: Le coup d'Etat est unanimement condamné par la communauté internationale. L'Union africaine suspend le Mali.
- 25: La France réclame le respect du calendrier électoral et affirme que Touré reste pour elle "le président du Mali", sans exiger explicitement son retour au pouvoir.
- 26: Plus d'un millier de manifestants à Bamako exige le départ de la junte, à l'appel du "Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et de la République (FUDR)", créé la veille et composé des principaux partis. Les Etats-Unis, après l'Union européenne et plusieurs pays, suspendent leur aide, hors humanitaire.
- 27: Réouverture des frontières ainsi que des administrations et des commerces. Levée du couvre-feu. La junte annonce avoir adopté un nouvel "acte fondamental", par lequel elle s'engage à ce que ses membres ne se présentent pas aux prochaines élections.
- 28: Touré affirme qu'il est actuellement "à Bamako" et "pas prisonnier".

Plusieurs milliers de personnes marchent à Bamako pour soutenir la junte.

- 30: Le mouvement islamiste armé touareg Ansar Dine, appuyé par le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), principale composante de la rébellion, et des éléments d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), s'empare de Kidal (nord-est).
- 31: Les rebelles prennent Gao, principale ville du Nord-Est, qui abritait l'état-major régional de l'armée.

-AVRIL--

- 1er: La junte promet le retour à un pouvoir civil et une transition vers des élections à une date non précisée.
Le MNLA annonce avoir pris Tombouctou et sa région entière, dernière ville du Nord-Est encore sous contrôle gouvernemental.
- 2: La France et la Belgique conseillent à leurs ressortissants de quitter le Mali. "La situation se dégrade très rapidement", mais "la France ne s'engagera pas militairement" (ministre français des AE).
La Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) décide un "embargo total" contre la junte et "la mise en place immédiate" de sa force militaire.